
Evaluation rapide la situation alimentaire des ménages dans la région du Sahel, province de l'Oudalan

Août 2020

Résumé exécutif

La mise à jour de l'analyse à travers l'outil *Cadre Harmonisé* qui a eu lieu au mois de juillet pour prendre en compte l'impact de la COVID 19 a fait ressortir qu'environ 3 280 800 personnes sont en insécurité alimentaire et ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate, soit 15% de la population totale du Burkina Faso. Au niveau géographique deux (2) provinces (Oudalan et Soum) de la région du Sahel ont été classées en situation « d'urgence » et 16 provinces en situation de « crise »

Une évaluation rapide conduite par l'unité VAM/Suivi & Evaluation du PAM avec l'appui d'une organisation locale dans les communes de l'Oudalan fait ressortir que les conditions alimentaires des ménages sont fortement dégradées. Les populations sont confrontées à une insécurité qui a des conséquences très néfastes se traduisant par une dégradation importante des moyens d'existence et par de déplacement massif de population.

Dans la province, l'insécurité a entraîné la fermeture des écoles, des centres de santé et le fonctionnement au ralenti de la plupart des marchés. Le marché qui est actuellement la principale source de nourriture pour les ménages sont difficilement approvisionnés et les prix des denrées sont en hausse.

Face à cette situation très difficile, il est plus qu'urgent de développer des stratégies pour apporter une assistance alimentaire, mais aussi une assistance pour le maintien et le développement des autres services sociaux de base (Education, santé et WASH) dans la province.

Table des matières

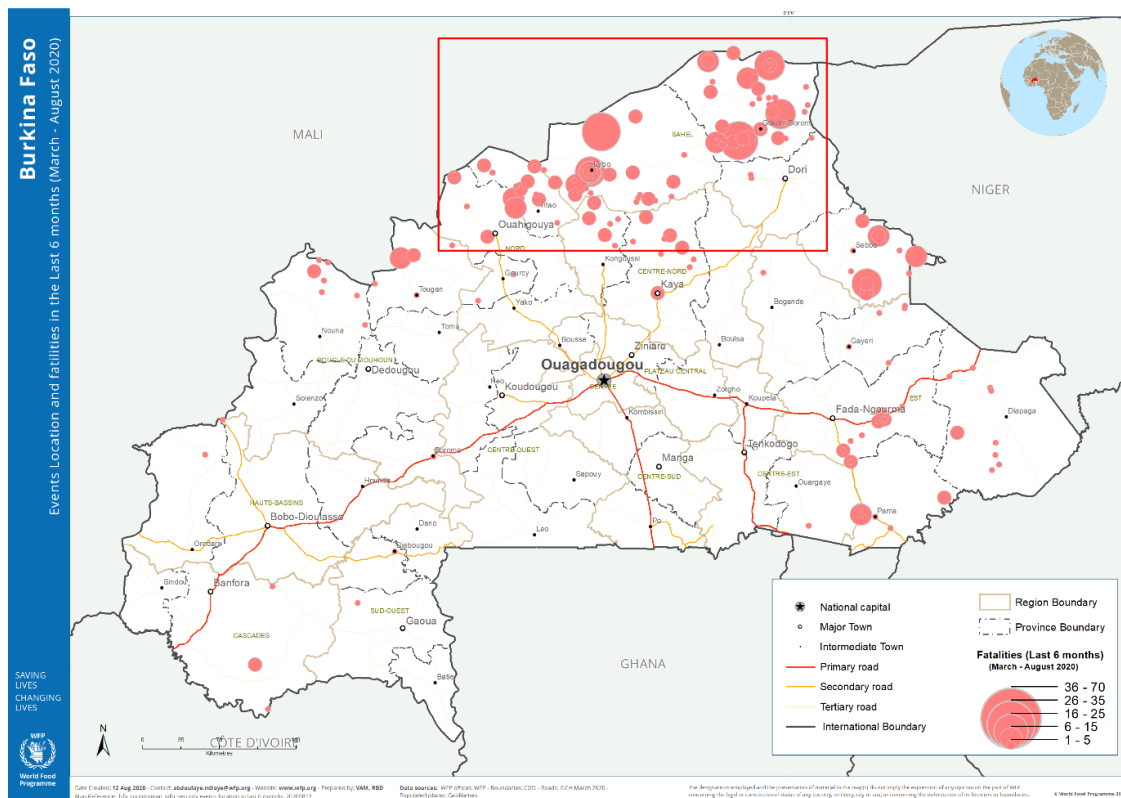
1. Contexte et Justification	4
2. Objectifs de l'évaluation	5
3. Méthodologie de l'Evaluation rapide	5
4. Résultats de l'évaluation.....	5
4.1 Mouvements de population	5
4.2 Sources d'eau.....	6
4.3 Santé	6
4.4 Éducation	6
4.5 Sécurité alimentaire.....	7
4.5.1 Sources de revenus	7
4.5.2 Sources de nourriture	7
4.5.3 Stratégies de survie.....	8
4.5.4 Accès à la terre de production	8
4.5.5 Aide alimentaire et autres assistances extérieures	8
4.5.6 Fonctionnement des marchés	9
4.5.7 Perspectives et priorités des communautés.....	10
5. Conclusions et Recommandations	12

1. Contexte et Justification

La mise à jour de l'analyse à travers l'outil CH qui a eu lieu au mois de juillet pour prendre en compte l'impact de la COVID 19 a fait ressortir qu'environ 3 280 800 personnes sont en insécurité alimentaire et ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate, soit 15% de la population totale du Burkina Faso. Au niveau géographique deux (2) provinces (Oudalan et Soum) de la région du Sahel ont été classées en situation « d'urgence » et 16 provinces en situation de « crise ». Il est donc urgent d'assister les populations concernées par l'apport d'une assistance humanitaire immédiate pour les populations vulnérables, notamment dans les provinces en situation de crise et d'urgence ».

Les deux provinces classées en situation d'urgence se situent dans des zones avec des gros défis aussi bien pour apporter l'assistance humanitaire aux populations vulnérables et aussi pour y mener des évaluations plus approfondies sur la situation de sécurité alimentaire. Les informations du cluster sécurité alimentaire montrent que sur les cinq (5) commune de la province de l'Oudalan, l'assistance alimentaire est essentiellement concentrée dans la commune de Gorom Gorom (chef-lieu de la province) et seulement dans un rayon de cinq (5) km autour de la ville.

Les informations actuellement disponibles (le plus souvent recueillies à distance) ne permettent pas d'avoir une bonne visibilité sur la localisation et les caractéristiques de ces personnes vulnérables. C'est ainsi que l'unité VAM/S&E du PAM/Burkina à travers un partenaire local (ADECO) a organisé une évaluation rapide de la sécurité alimentaire dans la province de l'Oudalan.



2. Objectifs de l'évaluation

L'objectif principal de cette collecte de données primaires est d'évaluer la situation humanitaire dans les communes de l'Oudalan et d'identifier les besoins prioritaires des populations affectées.

De manière plus spécifique, il s'agit surtout de :

1. Analyser la situation alimentaire et nutritionnelle des populations en situation d'urgence ;
2. Déterminer le nombre de personnes ayant besoins d'assistance alimentaire d'urgence ;
3. Evaluer l'existence et le fonctionnement des infrastructures sociales (centres de santé, écoles, marché) ;
4. Analyser l'évolution des sources de revenus, sources de nourritures et les stratégies de survie des ménages ;
5. Formuler des recommandations sur les types d'assistance nécessaires conformément aux priorités des ménages affectés.

3. Méthodologie de l'Evaluation rapide

Cette évaluation rapide combine essentiellement les méthodes qualitative et participative à travers des observations, des interviews auprès de personnes ressources (leaders communautaires ou religieux, personnel de santé, autorités locales, bénéficiaires...) et des discussions de groupes.

Au total 25 villages (soit 5 villages par communes) des cinq (5) communes de la province de l'Oudalan ont fait l'objet de discussions de groupe pour apprécier les effets de la crise actuelle sur la situation alimentaire des ménages dans la province. Les thématiques abordées ont porté sur les mouvements de population ; l'accès aux infrastructures sociales (santé, éducation, marchés) ; les moyens d'existence, les sources de revenus et de nourriture, les stratégies d'adaptation alimentaire ; les perspectives et les priorités des ménages.

4. Résultats de l'évaluation

4.1 Mouvements de population

La province de l'Oudalan est confrontée à des incidents sécuritaires depuis plusieurs années et pour l'année 2020 (janvier à juillet), 35 incidents de sécurité ont été enregistrés ayant entraîné le décès de 73 personnes. Ces incidents se sont aussi traduits par plusieurs dommages causés par les groupes armés non identifiés (vol de bétail, destruction et fermetures des écoles, fermeture des centres de santé, pillages, migrations, etc.) et des déplacements massifs de population.

Dans la province de l'Oudalan, des mouvements de population ont été recensés dans l'ensemble des cinq (5) communes de la province. Il ressort des estimations faites que **près de 1 250 ménages soit environ 9 000 personnes ont été accueillis dans les 25 villages visités. Les populations déplacées se concentrent dans les communes de Gorom-Gorom, Déou, Markoye et Tin-Akof et 56% d'entre elles occupent des abris temporaires.**

Les personnes déplacées désignent la détérioration de leurs habitations qui sont généralement en matériau non définitifs due aux effets conjugués (*des vents, des pluies et le manque d'entretien*), la peur due à l'insécurité, le dysfonctionnement des services de santé et le manque de nourritures comme les principaux facteurs qui empêchent leur retour dans les villages d'origine.

4.2 Sources d'eau

Les principales sources d'eau potable utilisée par les populations sont les forages à pompe manuelle (72%) et les robinet (18%). Avec la saison d'hivernage, 4% des ménages utilise l'eau de pluie comme source d'eau de boisson. Le temps moyen mis pour avoir accès à une source d'eau potable est de moins de 30 minutes même si l'eau est jugée insuffisante par 60% des ménages pour couvrir leur besoin.

Les ménages utilisent dans la majorité (56%) de latrines traditionnelles et la brousse (36%) comme source de toilettes pour leurs besoins.

4.3 Santé

Selon les statistiques du ministère de la santé, sur les 24 formations sanitaires dont 02 Postes de Santé Avancé de la province de l'Oudalan, douze (12) sont fermées, 12 fonctionnent à minima. Les ménages déclarent que l'insécurité (32%) et la fermeture des centres de santé (28%) l'approvisionnement et les coûts des médicaments sont les trois (3) principaux obstacles pour l'accès aux services de santé dans la province.

Les soins sont payants pour la majorité des ménages et le coût moyen pour une simple consultation est de 250 FCFA. Les principales maladies que rencontrent les populations sont le paludisme, les diarrhées, et les infections respiratoires aiguës. Les enfants eux souffrent surtout des diarrhées, des infections respiratoire aiguës et des dermatoses.

4.4 Éducation

Dans les 25 villages enquêtés seulement 8% d'entre eux dispose d'une école et les enfants mettent en moyenne une (1) heure de marche pour rejoindre l'école la plus proche et les parents d'élèves payent en moyenne 2 000 FCFA annuellement comme frais de scolarité. Toutefois, dans la majorité des cas

les écoles actuellement sont détruites (44%) ou en mauvais état (32%) et ont besoin de réparation pour être utilisées.

Les principales difficultés de l'accès à l'éducation sont l'insécurité sur les routes due à la crise actuelle (44%), la fermeture des écoles (36%) et le manque d'enseignants (8%).

4.5 Sécurité alimentaire

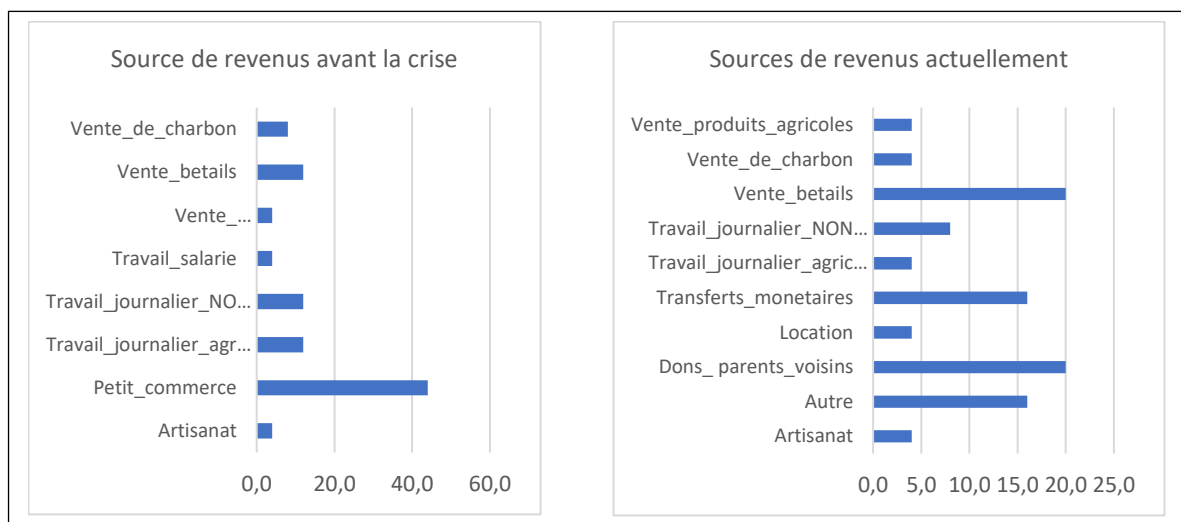
4.5.1 Sources de revenus

Avec la survenue de la crise les sources de revenus des ménages ont considérablement changé. Majoritairement avant la crise, les ménages tiraient essentiellement leur revenu du petit commerce (44%) de la vente du bétail (12%), du travail journalier agricole (12%) et non agricole (12%).

Actuellement, les principales sources de revenus des ménages sont constituées de la vente du bétail (20%), des dons des parents et/ou amis (20%), des transferts monétaires (16%) et des autres sources de revenus comme l'orpaillage (16%).

Le revenu moyen journalier dans la province est de 600 FCFA pour les hommes et 200 FCFA pour les femmes.

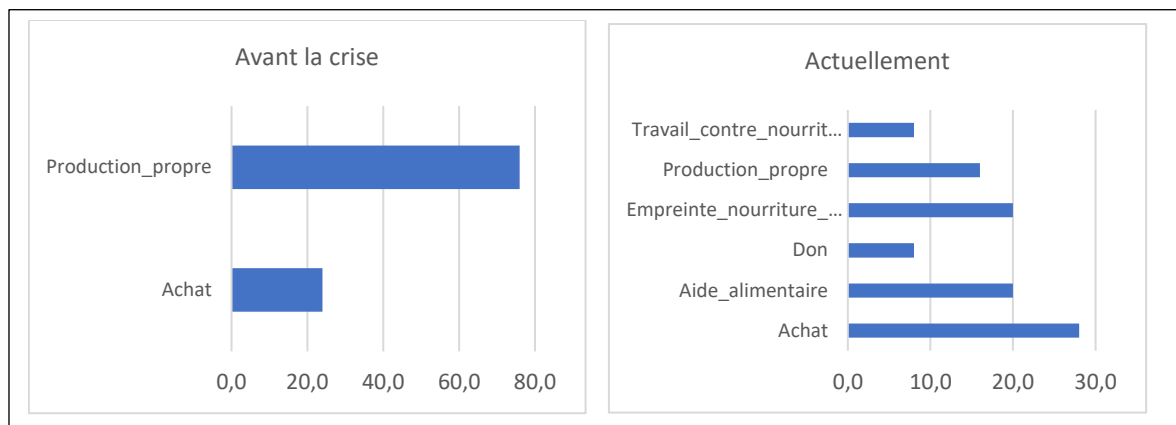
Graphique 1 : Les principales sources des revenus



4.5.2 Sources de nourriture

Avant la survenue de la crise, les ménages tiraient l'essentiel de leur nourriture de leur propre production (76%) et des achats (24%). Avec la survenue de la crise les ménages ont une plus grande tendance à diversifier leurs sources de nourriture. Actuellement, les achats (29%), l'aide alimentaire (20%) et les emprunts de nourriture (20%) constituent la base des sources de nourriture des ménages

Graphique 2 : Les sources de nourriture



Les ménages consomment en moyenne un repas par jour et le régime alimentaire est typique de celle des zones sahéniennes avec des céréales et des produits laitiers. Cette alimentation est complétée par la consommation de légumineuses, de protéines animales, de l'huile et de sucre.

4.5.3 Stratégies de survie

Pour faire face aux difficultés alimentaires auxquelles ils sont confrontés, les ménages ont développé comme stratégie, la diminution de la quantité des repas (44%), la vente des animaux (32%), la réduction de nombre de repas (16%) et l'emprunt de nourriture et la consommation d'aliments moins préférés (4%).

4.5.4 Accès à la terre de production

Pour la campagne agricole courante, 62% des ménages pratique l'agriculture dans la province. Les communes de Deou (14%) et de Gorom (27%) sont celle dans lesquelles pour la campagne courante les ménages s'adonnent très peu à la pratique de l'agriculture.

Les ménages sont généralement propriétaires des terres (92%) et déclarent (68%) avoir reçu une dotation en intrants agricoles principalement du Gouvernement (52%) et des ONG (36%) et dont la qualité est jugée globalement bonne. Les principales contraintes sont l'insuffisance des précipitations (40%), l'insécurité (20%) ; le manque de fertilité des sols (16%) et le manque de matériel agricole (12%). Les cultures actuellement pratiquées sont le mil, le sorgho et le niébé.

4.5.5 Aide alimentaire et autres assistances extérieures

Dans seulement 4% des villages (1 village sur les 25 enquêtés à Gorom-Gorom) les populations déclarent avoir reçue une assistance de type alimentaire de la part du PAM. Il s'agit d'une distribution de vivres au profit des personnes déplacées internes et des familles hôtes de ces personnes. Il s'agit d'une ration mensuelle que les bénéficiaires ont reçu en mai, juin et juillet 2020.

4.5.6 Fonctionnement des marchés

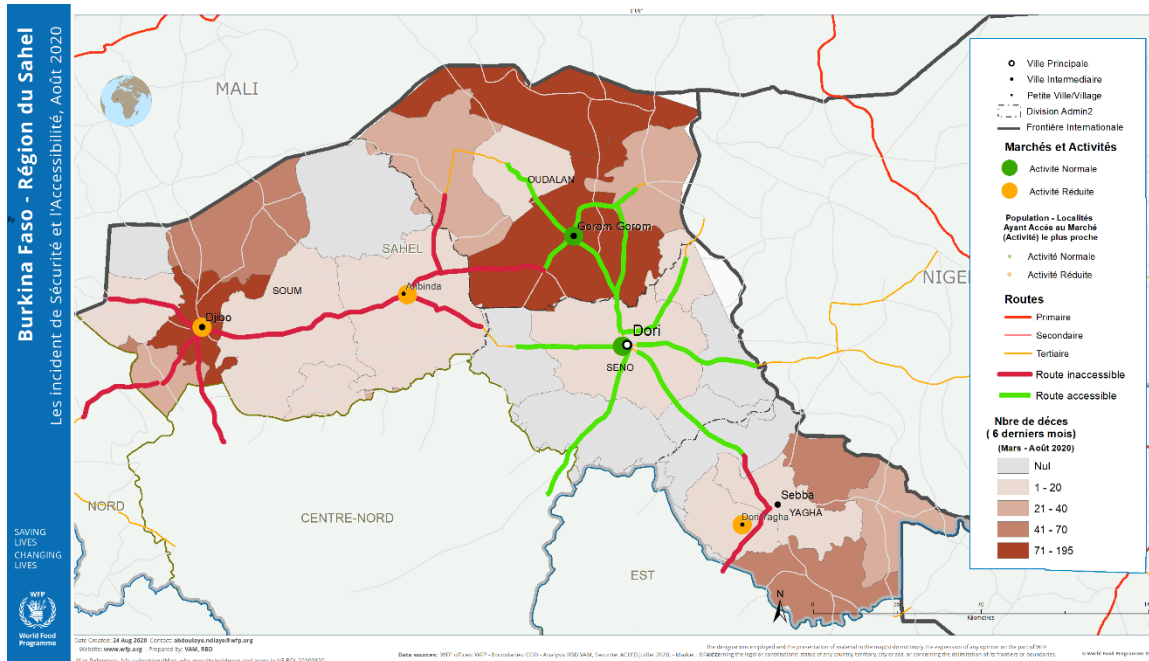
La majorité des villages visités disposent d'une route praticable pour accéder à leurs villages même si certaines sont fortement dégradées du fait de l'hivernage.

Seul un tiers des villages (36%) disposent d'un marché permanent ou intermittent animé une fois par semaine/ La majorité des ménages mettent entre une (1) et trois (3) heures de marche pour accéder au marché le plus proche de leur village de résidence.

L'insécurité dans la province rend difficile le fonctionnement des marchés. Par exemple dans certaines localités les marchés ne fonctionnent qu'un seul jour par semaine. Cependant dans la ville de Gorom le marché fonctionne normalement. Les céréales et les animaux sont les produits les plus régulièrement vendus dans ces marchés.

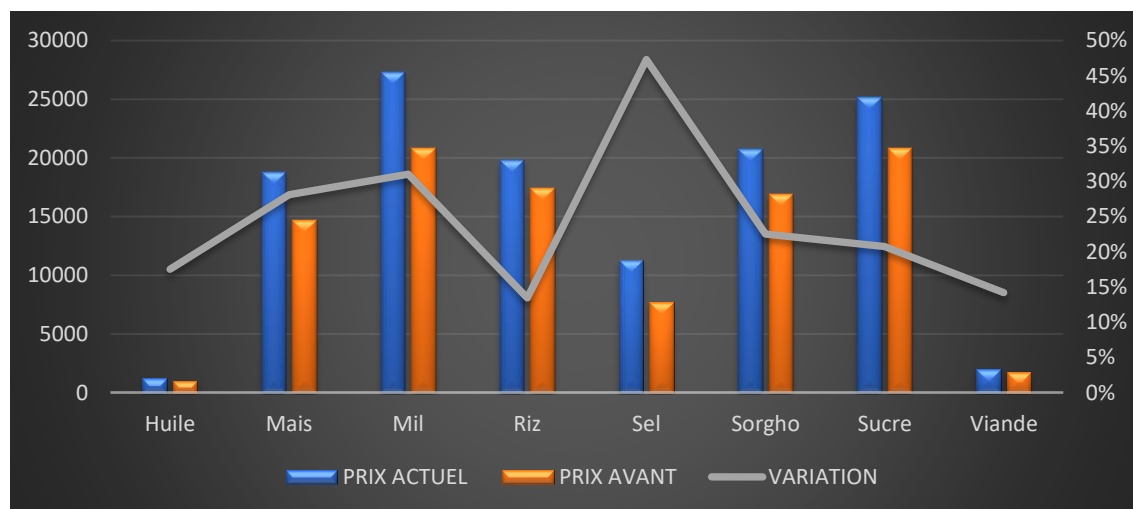
Tableau 1 : Fonctionnement des marchés

Communes	Comment fonctionne les marchés ?	Quels sont les marchés fonctionnels ?	Principaux Produits en vente
Deou	Les deux (2) marchés fonctionnent une fois par semaine	Les marchés de Déou et de Fererio	Le bétail et les céréales sont les plus vendus
Oursi	Il y'a deux marchés qui fonctionnent une fois par semaine	Le marché de Oursi et le marché de bétail de Oursi	Le bétail et les céréales sont les plus vendus
Tin-Akof	Il fonctionne une fois par semaine	Le marché de Tin-Akof	Le bétail, les légumes et les céréales sont les plus vendus
Markoye	Deux marchés sont fonctionnels une fois par semaine	Les marchés de Markoye et de Dambam 1	Mils, Sorgho, riz et autres
Gorom-Gorom	La plupart des marchés de la commune de Gorom-Gorom sont fonctionnels tous les jours	Tous les marchés fonctionnent (le marché de Gorom, et le marché de Saouga)	Les animaux et des denrées alimentaires



Evolution des prix des denrées sur les marchés de la province : Les prix des denrées consommées par les ménages sont en hausse plus ou moins importante entre la période actuelle et celle d'avant la crise. Ainsi pour les céréales (aliments de base), les variations de prix sont respectivement de 13% pour le riz, 23% pour le sorgho, 28% pour le maïs et 31% pour le mil. Des variations moins importantes sont observées pour la viande (+14%), l'huile (+18%) et le sucre (+21%).

Graphique 3 : Prix des denrées alimentaires



4.5.7 Perspectives et priorités des communautés

La situation alimentaire actuelle des ménages est jugée très difficile (particulièrement dans les communes de Deou, Tin-Akof, Markoye, Oursi et Gorom) et les perspectives alimentaires pour les deux à quatre prochaines semaines s'annoncent très difficile voire désastreuse ou catastrophique. Les réserves alimentaires sont épuisées et les ménages se retournent principalement vers les marchés

pour s'alimenter. Les marchés sont difficilement approvisionnés et les prix des denrées sont en hausse constamment.

Tableau 2 : Déclarations des ménages sur les perspectives pour le 2 à 4 prochaines semaines

Aucune activité n'est en marche donc rien ne va
Dans la semaine à venir si rien n'est fait, c'est la catastrophe
Dans les jours à venir la situation pourrait se dégrader, car la population traverse des moments difficiles
La situation pourrait s'aggraver si rien n'est fait d'ici 2 à 4 semaines car la famine risque de tuer plusieurs personnes
La situation devient de plus en plus compliquée car les endettements ont augmenté et les prix des denrée alimentaires continuent d'augmenter
La situation pourrait être très désastreuse dans 2-4 semaines parce que la majorité des populations n'a pas de sources de revenus ni champs ni bétail.
La situation pourrait évoluer vers une insécurité et un déplacement de la population vers les grands centres
La situation risque de se transformer à une famine
La situation va mal, car la population à vider depuis l'arrivée des déplacés qui ont reçu d'aide qu'une fois depuis leur arrivé
Le village a connu beaucoup de mouvement, et la population n'a plus rien à manger
Les 2-4 semaines qui suivent risque de s'aggraver si rien n'est fait au préalable
Les populations traversent une grave crise alimentaire pendant la période de soudure avec un coût très élevé des denrées
Mauvaise car la population n'a plus rien pour acheter de la nourriture
Si l'assistance n'est pas apportée à la population nous assisterons à une famine
Si rien n'est fait dans ces jours à venir, c'est le départ car tout va mal
Si rien n'est fait il faut craindre le pire car la majorité des ménages est dans une phase critique d'insécurité alimentaire.
Si rien n'est fait le pire arrivera car l'approvisionnement devient de plus en plus difficile
Si rien n'est fait, on assistera à un grand déplacement de la population vers les autres centres urbains pour cause de famine, et assister à des pillages

Les principales priorités pour les ménages dans la province de l'Oudalan se résument comme suit : l'alimentation, la santé et l'éducation.

Graphique 4 : Les besoins prioritaires

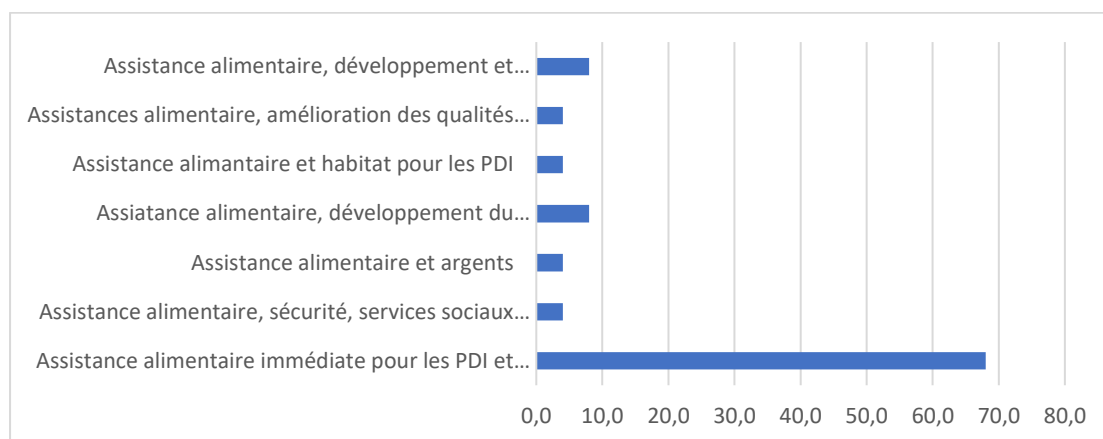


Tableau 3 : Liste des villages où se trouvent les plus vulnérables

Communes	Nombres villages où se trouvent les plus vulnérables	Le nom des villages abritant les plus vulnérables
Deou	3	Le village de Deou, Dibissi, et Djjogal
Oursi	10	Gountoure; Bongwenalji; Tin-ediar; tayaret; Totori; Timbolo; Timatan; Kollé; Oursi; Yomboli.
Tin-Akof	9	Tin-Akof; tin-Rhassan 1; tin-Rhassan 2; Masifigui; Kacham, Est, Ouest, Bangao ; Beldjabe
Markoye	5	Salmossi ; Markoye ; Tokabangou ; Dambam 1 ; Dambam 2 ;
Gorom-Gorom	5	Gagara 2; Debere; Kelegief; Gorom-Gorom; Saouga

5. Conclusions et Recommandations

La situation alimentaire des ménages dans les communes de l'Oudalan est fortement dégradée. Les populations sont confrontées à une insécurité qui a des conséquences très néfastes se traduisant par une dégradation importante des moyens d'existence et par un déplacement massif de population. Dans la province, l'insécurité a entraîné la fermeture des écoles, des centres de santé et le fonctionnement au ralenti de la plupart des marchés. Le marché qui est actuellement la principale source de nourriture pour les ménages est difficilement approvisionné et les prix des denrées sont en

hausse. Face à cette situation très difficile, il est urgent de développer des stratégies pour apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle.

Les villages tels-que Markoye Salmossi, Tokabangou, Dambam 1, Dambam2, dans la commune de Markoye sont en risque d'insécurité alimentaire. A cela s'ajoute le phénomène du vol de bétail dans certains de ces villages par des bandits. Au-delà de la commune de Markoye l'une de commune la plus touchée demeure celle de Gorom-Gorom. Elle détient le record de nombre de PDI dans la province soit environ 15 000 PDI selon les dernières estimations de l'action sociale. Les villages les plus en risques sont ceux à cheval avec la commune de Oursi.

La commune de Oursi a l'instar des autres communes vit la même réalité sécuritaire. Pour le moment Seuls les villages de Gountoure, Oursi, et Tin-Ediar peuvent accueillir des opérations d'aides alimentaires du fait de leur accessibilité par la route Gorom-Deou passant Oursi. Dans la commune de Deou Il existe des villages avec un grave risque que des personnes soient totalement dans une situation où ils ne peuvent plus se nourrir on peut citer : Deou-centre, Dibissi, Djowal, Tiofal, Fererio, Agourou, Gountoure-Gnegne, Loukodo, et Toumtere.

La commune de Tin-Akof comporte les mêmes caractéristiques que les autres communes de la province. Les villages comme Tin-Rhassane 1 et 2, Kacham, Mansifigui, Menzourou et Inabao courent un grave risque de crise alimentaire. Cependant ces mêmes villages sont considérés inaccessibles du fait de l'impraticabilité des routes et d'une forte insécurité généralisée.

Recommandations

- 1. Les villages dans la province de l'Oudalan ont urgemment besoins d'assistance alimentaire. Dans l'ensemble de la province de l'Oudalan la grande majorité des Personnes Déplacées Internes ont besoin d'assistance en toute urgence. Au-delà des PDI, les résidents, les femmes et les enfants sont aussi considérés parmi les catégories de personnes à assister en priorité (voir en annexe la fiche sur les villages)**
2. Cette assistance alimentaire doit s'accompagner de distribution d'intrant alimentaires fortifiées ou de compléments alimentaires pour les enfants de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et allaitantes.
3. Partager les résultats avec les autres secteurs notamment la santé et WASH pour pouvoir planifier des interventions multisectorielles.
4. Mettre en place un système de suivi à distance (mVAM) ainsi qu'avec le partenaire local ayant conduit l'évaluation afin de pouvoir avoir des informations régulières sur la situation de sécurité alimentaire nutritionnelle.